

Journée de l'avocat en danger 2022

12ème édition - COLOMBIE

Contenu :

1.	LA PERSÉCUTION DES AVOCATS DANS UN CONTEXTE NATIONAL DE CONFLIT ARMÉ	3
2.	LES RISQUES POUR LES AVOCATS COLOMBIENS.....	5
3.	L'ABSENCE D'UN BARREAU PROTÉGEANT LES AVOCATS.....	7
4.	PORTRAIT D'AVOCATS EN DANGER ET D'ORGANISATIONS D'AVOCATS.....	8
4.1	Poursuite des meurtres d'avocats en Colombie.....	8
4.2	Menaces, stigmatisation, victimisation et exil	9
5.	DEMANDES ET RECOMMANDATIONS	22

Journée de l'avocat en danger

Depuis 2009, la [Journée de l'avocat en danger](#) a lieu le 24 janvier dans plusieurs villes, pays et continents du monde. Le 24 janvier a été choisi comme Journée internationale annuelle de l'avocat en danger parce que ce jour-là, en 1977, quatre avocats et un employé du cabinet ont été assassinés à leur adresse de la rue Atocha 55 à Madrid, un événement qui a été connu sous le nom de Massacre d'Atocha.

L'objectif de cette Journée internationale est d'attirer l'attention des responsables gouvernementaux, des institutions internationales, de la société civile, des médias et du grand public sur la situation des avocats dans un pays donné, afin de les sensibiliser aux menaces auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice de leur profession. Ces dernières années, cette journée a été consacrée à des pays tels que l'Azerbaïdjan (2021), le Pakistan (2020), la Turquie (2019 et 2012), l'Égypte (2018), la Chine (2017), le Honduras (2016), les Philippines (2015) et l'Iran (2010).

Cette année, pour la deuxième fois, la Journée de l'avocat en danger se concentre sur la Colombie, où la persécution des avocats défenseurs des droits humains se poursuit, les empêchant d'exercer leur profession¹ de manière libre, indépendante et sûre.

¹ La Colombie était également le pays cible en 2014. Veuillez consulter <https://www.uanet.org/fr/actions/24-janvier-2014-journee-internationale-de-lavocat-menace-appel-aux-avocats-manifester-en> ; <https://lawyersforlawyers.org/en/colombia-day-of-the-endangered-lawyer/>

1. LA PERSÉCUTION DES AVOCATS DANS UN CONTEXTE NATIONAL DE CONFLIT ARMÉ

La Colombie est le pays le plus inégalitaire en termes de revenus parmi tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le deuxième pays le plus inégalitaire d'Amérique latine².

Les inégalités entre les régions entraînent une crise sociale, économique et institutionnelle vectrice d'instabilité. La Colombie a connu de nombreuses années de grande instabilité depuis le début du conflit armé en 1964 jusqu'à aujourd'hui.

Des décennies de conflit armé ont entraîné des violations graves et généralisées des droits humains, notamment d'innombrables homicides, déplacements, disparitions forcées, crimes sexuels et violences sexistes, en particulier dans les zones rurales et les communautés indigènes³. En février 2021, la JEP (Jurisdicción Especial para la Paz, ou juridiction spéciale pour la paix) a déclaré qu'entre 2002 et 2008, au moins 6 402 civils ont été tués de manière extrajudiciaire par l'armée colombienne⁴.

La signature de l'accord de paix en 2016 a officiellement mis fin au long conflit armé interne qui a opposé pendant des années les forces gouvernementales aux FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie)⁵. Cependant, le processus de paix est toujours en cours. Les négociations avec la guérilla de l'ELN ont été suspendues. Les groupes paramilitaires et le trafic de drogue continuent de se renforcer. La violence liée au conflit a donc pris de nouvelles formes et se poursuit dans diverses régions du pays⁶, en particulier dans les zones historiquement caractérisées par une présence limitée de l'État et un niveau élevé de pauvreté⁷.

La Colombie demeure le pays d'Amérique latine qui compte le plus grand nombre de défenseurs des droits humains assassinés⁸. Elle a enregistré le plus grand nombre d'attaques

² Groupe de la Banque mondiale. Hacia la construcción de una sociedad equitativa en Colombia 2021. [Vers la construction d'une société équitable en Colombie 2021], disponible sur :

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/602591635220506529/pdf/Main-Report.pdf>

³ Yaffe, Lilian (1 juillet 2011). "Conflicto armado en Colombia : análisis de las causas económicas, sociales e institucionales de la oposición violenta" [Conflit armé en Colombie : analyse des causes économiques, sociales et institutionnelles de l'opposition violente]. (PDF), disponible sur

https://www.icesi.edu.co/revistas/index.php/revista_cs/article/view/1133/1496

⁴ <https://www.jep.gov.co/Sala-de-Prensa/Paginas/La-JEP-hace-p%C3%BAblica-la-estrategia-de-priorizaci%C3%B3n-dentro-del-Caso-03--conocido-como-el-de-falsos-positivos.aspx> ; <https://news.un.org/en/story/2021/02/1085252>

⁵ "Acuerdo Final para la Terminación del Conflicto y la Construcción de una Paz Estable y Duradera" [Accord final pour el fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable]. (24 nov. 2016), disponible sur

<https://www.jep.gov.co/Normativa/Paginas/Acuerdo-Final.aspx>.

⁶ <https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/colombia>

⁷ S/2021/603, Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (25 juin 2021), disponible sur <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s-2021-603.php>

⁸ Voir le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) en Colombie, <https://www.hchr.org.co/index.php/informacion-publica/micrositios/homicidios-de-defensoras-y-defensores> ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, " Visite en Colombie ", Doc. A/HRC/43/51/Add.1, 26 décembre 2019, <https://undocs.org/en/A/HRC/43/51/Add.1>

contre les défenseurs de l'environnement et les propriétaires terriens, avec 65 meurtres pour la seule année 2020⁹. La violence contre les signataires de l'accord de paix et les défenseurs des droits humains a considérablement augmenté depuis la signature de l'accord de paix¹⁰. En outre, les meurtres d'anciens détenus en réinsertion et de leaders sociaux (élus ou militants, engagés dans la vie de leur quartier, de leur village ou de leur communauté) se poursuivent. Malgré certains progrès, le niveau d'impunité reste élevé.

En avril 2021, une série de mesures prises par le gouvernement portant sur un projet de réforme fiscale a relancé les manifestations dans tout le pays, malgré le confinement mis en place. Dans le cadre du mouvement social connu sous le nom de Grève nationale, les citoyens ont participé en masse à des manifestations quotidiennes pendant plus de deux mois¹¹. Ces manifestations ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre¹².

Les actions des forces de l'ordre et des organes de l'État ont fait l'objet de nombreuses plaintes de la part d'organisations de la société civile nationales et internationales. Des abus, des détentions arbitraires et un usage disproportionné de la force contre des manifestants et des défenseurs des droits humains ont été constatés. Des avocats qui soutenaient l'exercice par les manifestants de leur droit de manifester pacifiquement ont également été victimes de ces abus¹³. En juin 2021, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a dénoncé l'usage disproportionné de la force dans les "Observations et recommandations" publiées après la récente visite de travail de la CIDH en Colombie¹⁴. La gestion brutale par la police

⁹ Last line of defence. The industries causing the climate crisis and attacks against land and environmental defenders [Dernière ligne de défense : Les industries à l'origine de la crise climatique et les attaques contre les défenseurs de la terre et de l'environnement] (Global Witness, sept. 2021), disponible sur <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/last-line-defence/>.

¹⁰ Dossier pays/Colombie : L'utilisation de la justice comme mécanisme de persécution (Observatoire international des avocats en danger/Observatorio Internacional de Abogacía en Riesgo, juillet 2021), disponible sur <https://protect-lawyers.org/en/item/country-file-colombia-the-use-of-justice-as-a-persecution-mechanism/>.

¹¹ Voir généralement, par exemple, Why are Colombians Protesting ? (New York Times, 18 mai 2021/mise à jour le 6 juin 2021), disponible sur <https://www.nytimes.com/2021/05/18/world/americas/colombia-protests-what-to-know.html> ; voir aussi Protesters March In Colombia Against Plan To Raise Taxes In Pandemic-Wracked Economy (National Public Radio, 30 avril 2021), disponible sur <https://www.npr.org/2021/04/30/992142575/protesters-march-in-colombia-against-plan-to-raise-taxes-in-pandemic-wracked-eco> ; Corruption, economic woes spark deadly protests in Colombia (Associated Press, 7 mai 2021), disponible sur <https://apnews.com/article/colombia-shootings-coronavirus-pandemic-business-tax-reform-6ed35865f8e5487fe8cc36ddffba6a3c> ; Why Are Protests Taking Place Across Colombia ? (Global Citizen, 10 mai 2021), disponible sur <https://www.globalcitizen.org/en/content/colombia-protests-inequality-explainer/> ; Colombia's protests are a product of its post-peace-deal reality (Vox, 12 juin 2021), disponible sur <https://www.vox.com/22518904/colombia-protests-cali-duque-police-brutality> ; Colombia Protests Mark 2 Months of Social Crisis (Voice of America News, 29 juin 2021), disponible sur https://www.voanews.com/a/americas_colombia-protests-mark-2-months-social-crisis/6207599.html ; Colombia: Four Months Since the Beginning of National Strike (CIVICUS Monitor, 1 Oct. 2021), disponible sur <https://monitor.civicus.org/updates/2021/10/01/colombia-four-months-beginning-national-strike/>.

¹² "Du 28 avril au 16 juin (2021), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a enregistré des allégations faisant état de 56 décès, 54 civils et deux policiers, dans le cadre des manifestations ; des centaines d'autres ont été blessés" (Traduction non officielle). Voir S/2021/603, Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, par. 4 (25 juin 2021), disponible sur <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s-2021-603.php>.

¹³ Selon les chiffres de la campagne Defend Freedom : 326 défenseurs des droits de l'homme ont été attaqués et au moins 260 cas d'attaques contre la presse ont été signalés au cours de la grève nationale. À l'adresse : <https://www.facebook.com/DefenderLaLibertad/>

¹⁴ "La CIDH a pu vérifier qu'à plusieurs reprises, ainsi que dans diverses régions du pays, la réponse de l'État s'est caractérisée par un usage excessif et disproportionné de la force, dans de nombreux cas, y compris de la force létale" (Traduction non officielle) https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/ObservacionesVisita_CIDH_Colombia_SPA.pdf.

nationale de deux jours de manifestations en septembre 2020 a également fait l'objet de vives critiques internationales¹⁵.

C'est dans ce contexte de violence que les avocats colombiens exercent leur profession, parfois au péril de leur vie.

2. LES RISQUES POUR LES AVOCATS COLOMBIENS

Historiquement, la Colombie est tristement connue pour l'un des taux d'assassinat d'avocats les plus élevés¹⁶. La corruption, la surveillance illégale, les menaces, le harcèlement judiciaire et les meurtres d'avocats sont courants et même en augmentation, malgré les récents accords de paix¹⁷.

Selon un rapport de 2014 du Fonds colombien de solidarité avec les juges (FASOL), destiné à la Commission pour la clarification de la vérité¹⁹, plus de 700 avocats ont été tués au cours des 10 années précédentes et plus de 4 400 ont subi divers types d'agressions. Tout porte à croire que ces chiffres sont sous-estimés²⁰. De même, selon le FASOL, entre 1989 et 2019, 1 340 professionnels du secteur de la justice ont été victimes de violences, et de janvier 2019 à avril

¹⁵ "Colombian police responsible for 'massacre' of 11 people in 2020 protests, U.N.-backed investigators conclude" (Washington Post, 13 déc. 2021), disponible sur <https://www.washingtonpost.com/world/2021/12/13/colombia-police-massacre-2020/>.

¹⁶ Voir généralement, par exemple, la Journée de l'avocat en danger 2014 : Basic Text - Lawyers in Colombia (2013), disponible à l'adresse : <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/Basic-text-situation-Colombian-Lawyers.pdf> ; Colombia the most dangerous country in the world for lawyers (Commercial Dispute Magazine, 2011), disponible à l'adresse <https://iclg.com/cdr/people-and-firms/colombia-the-most-dangerous-country-in-the-world-for-lawyers> ; voir aussi, par exemple, Gill Boehringer, "Attacks on Lawyers" (41(4) Alt. L. J. 290, 2016) (décrivant la Colombie comme "longtemps l'un des pays les plus dangereux pour les avocats avec la Syrie et l'Irak"), disponible à l'adresse <https://www.altl.org/news-and-views/downunderalover/duao-vol-41-4/1104-attacks-on-lawyers> ; "Lawyers in some countries are disappeared simply for doing their jobs" (The Guardian, 3 janv. 2014), disponible à l'adresse <https://www.theguardian.com/law/2014/jan/03/alliance-of-lawyers-at-risk>.

¹⁷ En ce qui concerne la corruption, voir généralement, par exemple, Corruption, economic woes spark deadly protests in Colombia (Associated Press, 7 mai 2021), disponible sur <https://apnews.com/article/colombia-shootings-coronavirus-pandemic-business-tax-reform-6ed35865f5e5487fe8cc36ddffba6a3c> ; State of the nation : Corruption (The Bogotá Post, 29 janvier 2020), disponible sur <https://thebogotapost.com/state-of-the-nation-corruption/43258/> ; Corruption Perceptions Index (CPI) 2020 : Colombia (classant la Colombie #92 sur 180 pays (Transparency International, 28 janv. 2021), disponible sur <https://www.transparency.org/en/cpi/2020> ; The 10 Most Corrupt Countries, Ranked by Perception (U.S. News & World Report, 13 avril 2021) (classant la Colombie #2 dans le monde, juste derrière l'Irak), disponible sur <https://www.usnews.com/news/best-countries/articles/10-most-corrupt-countries-ranked-by-perception> ; Colombia's Attorney General's Office is being devoured by corruption (openDemocracy, 15 déc. 2020), disponible sur <https://www.opendemocracy.net/en/democraciaabierta/la-fiscal%C3%ADa-general-de-la-nación-en-colombia-devorada-por-corrupción-en/> ; "Cartel of the Robe" Reveals High-Level Corruption in Colombia's Courts (InSight Crime, 15 mars 2021), disponible sur <https://insightcrime.org/news/cartel-toga-reveals-high-level-corruption-colombia/>.

¹⁸ Franklin Castañeda - Président du Comité de la Fondation pour la solidarité avec les prisonniers politiques et membre de la Commission nationale des garanties de sécurité, Extrait d'un webinaire de l'OIAD et de l'OMCT disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=RG0z4Tx62GM&ab_channel=InternationalObservatoryofLawyersinDanger.

¹⁹ La Commission pour la clarification de la vérité est une entité de l'État colombien qui vise à reconnaître et à faire respecter les droits des victimes du conflit armé à reconnaître les crimes commis pendant le conflit, dans le cadre de l'accord de paix.

²⁰ Reinaldo Villalba - Président du collectif d'avocats Jose Alvear Restrepo et vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme, Extrait d'un webinaire de l'OIAD et de l'OMCT disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=RG0z4Tx62GM&ab_channel=InternationalObservatoryofLawyersinDanger.

2021, on dénombre six homicides, vingt-six fonctionnaires menacés, douze attaques, trois poursuites injustifiées, six déplacements, un exil et une agression sexuelle²¹.

De même, l'Institut d'études sur le développement et la paix (INDEPAZ) a signalé 310 meurtres de leaders sociaux et de défenseurs des droits humains en 2020 et 1 251 entre la signature de l'accord de paix, en 2016, et octobre 2021²².

Entre 2019 et 2020, les services de renseignement de l'État ont mené des opérations de surveillance sur des dizaines de personnes et d'organisations de défense des droits humains qui fournissent une assistance juridique aux opposants gouvernementaux²³.

En outre, les avocats spécialisés dans les droits humains sont fréquemment victimes de harcèlement judiciaire visant à les empêcher de poursuivre leurs activités. Cette pratique consiste à harceler les avocats en les menaçant de poursuites judiciaires ou en les associant aux causes de leurs clients²⁴.

La Colombie n'agit pas contre les attaques et les menaces envers les avocats défenseurs des droits humains. Certains avocats soulignent qu'aucun progrès n'a été réalisé dans les enquêtes pénales ou disciplinaires qu'ils ont initiées pour les agissements dont ils ont été victime²⁵. Les avocats et les défenseurs des droits humains sont particulièrement en danger lorsqu'ils représentent des clients dans des affaires sensibles telles que les affaires environnementales, les affaires de restitution de terres et les affaires qui concernent la Juridiction spéciale pour la paix²⁶.

²¹ Hernández, C. E. U. (Ed.). (2021). La independencia judicial en Colombia, en riesgo por un régimen autoritario [L'indépendance judiciaire en Colombie, menacée par un régime autoritaire], pages 23-26 (Bogotá, D.C.), disponible sur : <https://coeuropa.org.co/la-independencia-judicial-en-colombia-en-riesgo-por-un-regimen-autoritario/>

²² Disponible sur <https://www.radionacional.co/actualidad/lideres-sociales-asesinados-desde-la-firma-acuerdos-paz>

²³ Cette opération de surveillance massive de l'État a été condamnée par la *Colombian Caravana*, ainsi que par d'autres organisations, dans une lettre commune adressée au président colombien Ivan Duque, le 23 juillet 2020, disponible à l'adresse suivante http://www.colombiancaravana.org.uk/wp-content/uploads/2020/07/Letter-allegations-of-illegal-Surveillance_FINAL.pdf

²⁴ Dossier pays/Colombie : L'utilisation de la justice comme mécanisme de persécution (Observatoire international des avocats en danger/Observatorio Internacional de Abogacía en Riesgo, juillet 2021), disponible sur <https://protect-lawyers.org/en/item/country-file-colombia-the-use-of-justice-as-a-persecution-mechanism/>.

²⁵ Déclaration de Germán Romero de l'organisation dhColombia dans une interview réalisée par l'Observatoire International des Avocats en Danger (OIAD)

²⁶ " Rapport - Examen de la mise en œuvre des recommandations relatives à l'état de droit et au rôle des défenseurs des droits de l'homme acceptées par la Colombie lors de l'EPU en 2018 ". (Traduction non officielle) (Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada et Colombian Caravana, septembre 2021), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf>.

3. L'ABSENCE D'UN BARREAU PROTÉGÉANT LES AVOCATS

Il n'existe pas en Colombie de barreau local ou national, ni d'institution chargée de promouvoir et protéger l'indépendance des avocats. C'est le [*Consejo Superior de la Judicatura*](#) (Conseil national de la magistrature) qui enregistre et conserve les informations concernant les avocats colombiens²⁷. Ce même Conseil poursuit et sanctionne les fautes disciplinaires et les manquements dans l'exercice de la profession²⁸.

Les barreaux sont des institutions clés qui garantissent un cadre approprié pour le développement de la profession d'avocat²⁹. Par conséquent, l'absence d'un barreau structuré empêche toute représentation collective des intérêts des avocats au niveau local et national.

En Colombie, comme dans de nombreux autres pays d'Amérique du Sud, il n'est pas obligatoire d'être membre d'un barreau pour exercer le droit. Alors que la nécessité d'un organisme institutionnel officiel pour enregistrer les avocats et garantir leur capacité à exercer librement et indépendamment leur profession est en discussion depuis longtemps, cette démarche n'a jamais abouti. Au lieu de cela, la profession juridique colombienne continue d'être regroupée dans des associations et des collectifs non institutionnels³⁰.

²⁷ Pour plus d'informations sur le Consejo Superior de Judicatura Colombiano, voir <https://sirna.ramajudicial.gov.co/Paginas/Inicio.aspx>.

²⁸ Selon l'Art. 256 de la Constitution politique colombienne de 1991, "la Commission nationale de discipline judiciaire sera chargée d'examiner la conduite et de sanctionner les infractions des avocats exerçant leur profession, dans les cas que la loi indique, sauf lorsque cette fonction est attribuée par la loi à un Conseil des avocats" (Traduction non officielle), traduction disponible sur https://www.constituteproject.org/constitution/Colombia_2015.pdf?lang=en.

²⁹ Comme l'ont souligné les Nations unies dans les Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau « les associations professionnelles d'avocats ont un rôle crucial à jouer en ce qui concerne le respect des normes établies et de la déontologie de leur profession, la défense de leurs membres contre toute restriction ou ingérence injustifiée, le libre accès de toutes les personnes qui en ont besoin aux services juridiques et la coopération avec les institutions gouvernementales et autres au service de la justice et de l'intérêt commun ». Voir le préambule des Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau (italiques ajoutées), disponible à l'adresse <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/roleoflawyers.aspx>

³⁰ Rapport sur la faisabilité d'un barreau obligatoire en République de Colombie et Plan stratégique pour sa promotion et sa consolidation. - Fundación Abogacía Española (août 2011), disponible à l'adresse <https://protect-lawyers.org/wp-content/uploads/INFORME-COLEGIATURA-ABOGADOS-EN-COLOMBIA- Fundacion.pdf>.

4. PORTRAITS D'AVOCATS EN DANGER ET D'ORGANISATIONS D'AVOCATS

Les cas sélectionnés ci-dessous illustrent et soulignent concrètement les difficultés et les risques auxquels est confrontée la profession en Colombie.

4.1 Poursuite des meurtres d'avocats en Colombie

De nombreux avocats en Colombie continuent d'être assassinés dans l'exercice de leur profession.

Par exemple, en 2019, l'avocate **Paula Andrea Rosero** a été assassinée. Elle était représentante de la municipalité de Samaniego, dans le département de Nariño, et a été tuée de plusieurs blessures par balle le 21 mai³¹. L'avocate et militante politique **Yamile Guerra** a été assassinée le 20 juillet, à Floridablanca, dans le département de Santander³². Le 21 décembre, l'avocat **Mariano Cuero Ruiz**, qui avait été nommé médiateur municipal de Candelaria, dans le Valle del Cauca, a été assassiné³³. Le 29 décembre, l'avocat **Alcibiades Libreros Varela**, procureur spécialisé dans la lutte contre le crime organisé, qui menait plusieurs enquêtes contre des structures criminelles dans cette région de Colombie, a été assassiné par des tueurs à gages³⁴.

En 2020, l'avocat et défenseur des droits humains **Pierangelly Hugueth Henríquez** a été assassiné à Ciénaga Magdalena³⁵. Le 24 octobre, l'avocat et défenseur des droits humains **Arquímedes Getulio Centanaro Carriazo** a été assassiné dans le département de Sucre³⁶. Les deux avocats étaient engagés dans des affaires de restitution de terres dans leurs régions

³¹ Human Rights Defender Paula Rosero Killed in Colombia [La défenseuse des droits de l'homme Paula Rosero tuée en Colombie] (teleSUR, 21 mai 2019), disponible sur <https://www.telesurenglish.net/amp/news/Human-Rights-Defender-Paula-Rosero-Killed-in-Colombia-20190521-0015.html>.

³² Lawyer and political activist Yamile Guerra murdered in northeast Colombia [L'avocate et militante politique Yamile Guerra assassinée dans le nord-est de la Colombie] (Justice for Colombia, 22 juillet 2019), disponible sur <https://justiceforcolombia.org/news/lawyer-and-political-activist-yamile-guerra-murdered-over-land-claims/>.

³³ Asesinan a investigador privado dentro de su vehículo en el oriente de Cali [Enquêteur privé tué à l'intérieur de son véhicule dans l'est de Cali] (El Pais, 20 déc. 2019), disponible sur <https://www.elpais.com.co/judicial/asesinan-a-investigador-privado-dentro-de-su-vehiculo-en-el-oriente-de-cali.html>.

³⁴ Dura condena a los asesinos del Fiscal Libreros [Condamnation sévère des meurtriers du Procureur Libreros] (Periodico Palabras Mayores, 19 fév. 2020), disponible sur <https://periodicopalabrasmayores.com/dura-condena-a-los-asesinos-del-fiscal-libreros/>; voir également, par exemple, After Prosecutor's Murder, Will Colombia Protect Its Anti-Crime Crusaders ? (InSight Crime, 6 fév. 2020) (rapportant, entre autres, que les mesures de sécurité de la victime avaient été révoquées plusieurs années auparavant, en raison de réductions budgétaires), disponible sur <https://insightcrime.org/news/brief/colombia-protect-crime-crusaders/>; Colombia's City of Cali Dealing with Fallout of Prosecutor's Arrest (InSight Crime, 6 mai 2021), disponible sur <https://insightcrime.org/news/alleged-prosecutorial-misconduct-cali-casts-doubts-major-cases>.

³⁵ Asesinan a abogado que se habria resistido a un asalto en el Magdalena [Un avocat qui aurait résisté à une agression est assassiné dans le Magdalena] (Caracol, 8 juin 2020), disponible sur https://caracol.com.co/emisora/2020/06/08/santa_marta/1591652811_105710.html.

³⁶ The Massacre in San Marcos, Sucre, Leaves 5 Victims (NewsBeezer, 26 oct. 2020), disponible à l'adresse suivante <https://newsbeezer.com/colombiaeng/the-massacre-in-san-marcos-sucre-leaves-5-victims/>.

respectives. La même année, le 9 décembre, **Freddy Agustín Gonzáles Barragán**, avocat pénaliste du bureau de médiateur, a été assassiné dans la ville de Cúcuta - Norte de Santander³⁷.

Les meurtres d'avocats et de défenseurs des droits humains renommés se sont poursuivis en 2021. Par exemple, le 15 janvier 2021, **Fredman Arturo Herazo Padilla**, avocat, historien et leader afro-descendant de la municipalité de San Palenque, a été assassiné³⁸. Le 8 juin, **Esperanza Navas**, avocate et première procureure de la municipalité de Tibú, Norte de Santander, a été assassinée à son domicile³⁹. De même, le 16 juillet 2020, l'avocat **Julio Enrique González** a été assassiné à Bogota, en compagnie de son client, un ancien trafiquant de drogue bien connu⁴⁰. Par conséquent, au moins six avocats ont été assassinés en Colombie dans l'exercice de leur profession rien qu'en 2020 et 2021.

4.2 Menaces, stigmatisation, victimisation et exil

Adil José Meléndez Márquez

Adil José Meléndez Márquez est un avocat colombien internationalement reconnu pour son engagement dans la défense des droits humains⁴¹. Il a représenté des communautés indigènes et des paysans dans des cas emblématiques de restitution de terres, ainsi que des victimes dans des affaires de corruption de hauts fonctionnaires ou de crimes perpétrés par des groupes paramilitaires, la police ou l'armée. Il plaide notamment devant la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) depuis sa création en 2016⁴². Depuis 2005, il est également membre du

³⁷ Asesinan con sevicia al abogado penalista Freddy Gonzáles Barragán, en Cúcuta [Avocat pénal Freddy Gonzáles Barragán assassiné avec service à Cúcuta] (Oriente Noticias Canal TRO/YouTube, 10 déc. 2020), disponible à l'adresse suivante <https://m.youtube.com/watch?v=yeG5qNMwiEI>

³⁸ Disponible sur <https://www.elespectador.com/colombia/mas-regiones/fredman-herazo-lider-social-afro-fue-asesinado-en-la-apartada-cordoba-articulo/>

³⁹ Comunicado en rechazo por el asesinato de la Fiscal Esperanza Navas [Déclaration condamnant l'assassinat du procureur Esperanza Navas] (Fondo de Solidaridad con los Jueces Colombianos, 9 juin 2021), disponible à l'adresse suivante <https://corpofasol.org/comunicado/comunicado-rechazo-asesinato-esperanza-navas/>

⁴⁰ Narco murdered in Bogotá would have been preparing a statement against former congressman [Le narco assassiné à Bogotá aurait préparé une déclaration contre un ancien membre du Congrès] (Memesita, 19 juillet 2021), disponible sur <https://www.memesita.com/narco-murdered-in-bogota-would-have-been-preparing-a-statement-against-former-congressman/>.

⁴¹ Voir généralement, par exemple, Adil José Meléndez Márquez (ChannelDraw, 12 juin 2021) (dans le cadre du projet "Adoptez un avocat en danger" soutenu par l'Association italienne des avocats pénalistes UCPI), disponible sur <https://www.channeldraw.org/2021/06/12/adil-jose-melendez-marquez/>; Colombie : Adil Meléndez Márquez, avocat des droits de l'homme menacé (Observatoire international des avocats), disponible sur <https://protect-lawyers.org/en/item/adil-melendez-marquez-3/>; Adil José Meléndez Márquez (Lawyers for Lawyers), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/en/lawyers/adil-jose-melendez-marquez/>.

⁴² La *Jurisdicción Especial para la Paz* (JEP, la Juridiction spéciale pour la paix) a été créée en 2016 par l'Accord de paix mettant fin au conflit armé entre le gouvernement colombien et les FARC, afin de rendre justice aux victimes de ce conflit. Voir généralement, par exemple, For Peace, Never For War (publication officielle en anglais du PEC, qui donne un très bref aperçu du PEC, de son histoire, de sa mission, de sa structure et de son processus), disponible à l'adresse <https://www.jep.gov.co/Sala-de-Prensa/Documents1/What%20is%20the%20Special%20Jurisdiction%20for%20Peace.pdf> ; Explainer: Colombia's Special Jurisdiction for Peace (JEP) [Explainer : La juridiction spéciale pour la paix (JEP) de Colombie] (Americas Society/Council of the Americas, 3 août 2018), disponible sur <https://www.as-coa.org/articles/explainer-colombias-special-jurisdiction-peace-jep>.

Mouvement pour les victimes de crimes d'État (MOVICE), une coalition d'organisations défendant les victimes du conflit armé et plaidant pour la fin de l'impunité des crimes d'État. En outre, depuis la crise sanitaire, il fournit une aide juridique dans les régions les plus touchées de Colombie, où l'accès aux besoins fondamentaux a été interrompu.

Dans l'exercice de sa profession, M. Meléndez a été soumis à plusieurs reprises à d'importantes pressions et intimidations. Il a reçu des menaces de mort de la part de groupes paramilitaires et a survécu à trois tentatives d'assassinat. Son téléphone a été mis sur écoute et il a été suivi dans la rue⁴³. Pour se protéger, M. Meléndez a dû utiliser un véhicule blindé, accordé par l'Unité nationale de protection colombienne (UNP).

En 2006, l'ampleur du risque encouru par M. Meléndez a conduit la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) à lui accorder des mesures de protection. Cependant, en décembre 2018, ces mesures de sécurité ont été partiellement retirées, alors que les risques pour M. Meléndez n'avaient pas diminué⁴⁴. Compte tenu des risques persistants auxquels M. Meléndez est confronté en tant qu'avocat spécialiste des droits humains, le retrait partiel de ces mesures de sécurité entrave effectivement son travail d'avocat et met sa vie en danger⁴⁵.

Malgré les risques encourus, M. Meléndez continue de travailler sans relâche pour la justice. En reconnaissance de son engagement, il a été nommé en 2020 par *Lawyers for Lawyers* pour le prix des droits humains Václav Havel du Conseil de l'Europe⁴⁶.

⁴³ Voir généralement " Mid-term Report - Review of implementation of recommendations with respect to rule of law and the role of human rights defenders accepted by Colombia during the UPR in 2018 " (Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada and Colombian Caravana, Sept. 2021), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf>.

⁴⁴ En décembre 2018, l'Unité nationale de protection colombienne (UNP) a remplacé le véhicule blindé anti-balles de M. Meléndez par une voiture standard, une action condamnée par la *Caravana colombienne* dans une lettre conjointe adressée à M. González Monguí, directeur de l'Unité nationale de protection colombienne (UNP), en février 2020. Voir <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2020/02/Letter-of-Concern-Adil-Mele%CC%81ndez-FINAL-ENG.pdf>; voir également " Mid-term Report - Review of the implementation of recommendations with respect to the rule of law and the role of human rights defenders accepted by Colombia during the UPR in 2018 " (Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada and Colombian Caravana, Sept. 2021), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf>; Letter to Director, UNP re : Protective measures for human rights lawyer Adil Meléndez (signed by Colombian Caravana and four other lawyer protection organisations) (Colombian Caravana, 13 March 2019), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf>.

⁴⁵ Colombie : Recent Threats Against and Protective Measures for Human Rights Lawyer Adil Meléndez Márquez | Letter (including links to letters in both English & Spanish) (Lawyers' Rights Watch Canada, 9 février 2020), <https://www.lrwc.org/mexico-recent-threats-against-and-protective-measures-for-human-rights-lawyer-adil-melendez-marquez-letter/> (en anglais)

⁴⁶ Voir Lawyers for Lawyers nominates Adil Meléndez Márquez for the Václav Havel Human Right Prize 2020 [Lawyers for Lawyers nomme Adil Meléndez Márquez pour le prix Václav Havel des droits de l'homme 2020] (Lawyers for Lawyers, 25 juin 2020), disponible à l'adresse <https://lawyersforlawyers.org/en/lawyers-for-lawyers-nominates-adil-melendez-marquez-for-the-vaclav-havel-human-right-prize-2020/>.

Reinaldo Villalba

Tout au long de sa carrière, Reinaldo Villalba a défendu des syndicalistes, des étudiants, des paysans, des autochtones et des journalistes dans de nombreuses affaires pénales. En raison de cet engagement, il a été soumis à plusieurs reprises à des pressions, des intimidations et des menaces de mort de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. En particulier, il a été détenu arbitrairement et a été déclaré comme une cible militaire par différents protagonistes de la guerre civile⁴⁷.

Depuis 2018, M. Villalba est impliqué dans l'une des affaires très médiatisées et représente le sénateur Iván Cepeda dans l'affaire instruite par la Cour suprême de justice de Colombie contre le sénateur et ancien Président colombien Álvaro Uribe Vélez. M. Uribe est devenu le premier ancien président colombien à témoigner devant la Cour suprême de justice à la suite d'une enquête menée par M. Villalba. Son enquête a été fondée sur des allégations de subornation de témoins et de fraude procédurale concernant des crimes commis pendant la guerre civile. L'enquête sur le rôle joué par M. Uribe dans cette affaire constitue un pas important vers la justice⁴⁸.

Depuis qu'il s'est saisi de cette affaire, les menaces contre M. Villalba ont redoublé⁴⁹. Il a été victime d'une campagne de diffamation et a été qualifié de défenseur du terrorisme et d'auxiliaire de la guérilla. Au cours des années 2020 et 2021, M. Villalba a reçu un certain nombre de menaces de mort sur les réseaux sociaux. Ces menaces de mort contribuent au climat d'hostilité croissant à l'encontre des membres de la profession juridique. Cela affecte directement la capacité de M. Villalba à effectuer son travail efficacement et sans ingérence indue⁵⁰.

⁴⁷ Voir généralement, par exemple, Demand Justice : Reinaldo Villalba (The Defenders), disponible à l'adresse <https://the-defenders.co.uk/demand-justice>

⁴⁸ Voir généralement, par exemple, Tackling Impunity : Álvaro Uribe Vélez (Peace Brigades International UK) (résumant l'enquête de M. Villalba sur l'ancien président Uribe et les procédures connexes), disponible sur <https://peacebrigades.org.uk/uribe> ; Demand Justice : Reinaldo Villalba (The Defenders), disponible sur <https://the-defenders.co.uk/demand-justice> ; Interview, "What we see is a permanent attack on the administration of justice", Reynaldo Villalba (Peace Brigades International Colombia, 29 Oct. 2020), disponible sur <https://pbicolombia.org/tag/reynaldo-villalba/>

⁴⁹ Dans des lettres conjointes adressées aux Nations Unies et à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) en date du 1^{er} septembre 2020, six organisations internationales de défense des avocats ont condamné les menaces de mort visant M. Villalba dans le cadre de sa représentation du sénateur Cepeda. Voir <https://www.lrwc.org/colombia-lawyers-at-risk-and-support-for-judicial-independence-joint-letter/> ; <https://www.lrwc.org/wp-content/uploads/2020/09/Colombia-I-A-Rapp.pdf>

⁵⁰ " Rapport à mi-parcours - Examen de la mise en œuvre des recommandations relatives à l'état de droit et au rôle des défenseurs des droits de l'homme acceptées par la Colombie lors de l'EPU en 2018 " (Traduction non officielle) (Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada et Colombian Caravana, sept. 2021), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf>.

Pour son travail de défense des droits humains, M. Villalba a reçu en décembre 2020 le prix Sir Henry Brooke pour les défenseurs des droits humains, un prix décerné par la *Peace Brigades International* et l'*Alliance for Lawyers at Risk*⁵¹.

Zoraida Hernández Pedraza

Zoraida Hernández Pedraza est une avocate colombienne titulaire d'un master en droits de l'homme et de la démocratisation de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Mme Hernández est une défenseuse des droits humains depuis plus de 26 ans et a dirigé d'importantes organisations de défense des droits humains en Colombie. Jusqu'en mars 2021, elle a été secrétaire générale du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques - CSPP.

Au cours de sa carrière professionnelle, Mme Hernández a représenté des victimes de graves violations des droits humains et conseillé des communautés paysannes et afro-descendantes en Colombie, notamment dans des cas de restitution de terres et de défense du territoire.

De même, Mme Hernández a représenté des victimes de torture, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires dans le cadre de requêtes individuelles devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Elle a également représenté des particuliers, des organisations sociales et des défenseurs des droits humains dans l'attribution et le suivi des mesures de précaution nécessaires à leur protection⁵².

En raison de son travail, Mme Hernández a dû subir des persécutions et des intimidations, ainsi que des menaces de mort. Elle a été déclarée cible militaire par des groupes paramilitaires dans plusieurs régions de Colombie.

En 2011, Mme Hernández a été victime d'une descente violente à son domicile par des inconnus qui ont mis sa famille en danger, suivie d'un contrôle, d'une surveillance et d'interceptions constantes de ses communications, la contraignant à un exil temporaire⁵³.

En 2012, Mme Hernández a reçu une mention honorable en tant que finaliste du Prix national pour la défense des droits humains en Colombie, dans la catégorie " Défenseur de l'année "⁵⁴.

⁵¹ Voir Reinaldo Villalba, president of Cajar, awarded the Sir Henry Brooke Award [Reinaldo Villalba, président de Cajar, récompensé par le prix Sir Henry Brooke pour les défenseurs des droits de l'homme](Prensa - Colectivo de Abogados, 3 déc. 2020), disponible à l'adresse <https://www.colectivodeabogados.org/old/?Reinaldo-Villalba-president-of-Cajar-awarded-the-Sir-Henry-Brooke-Award>.

⁵² Voir généralement, par exemple, Zoraida Hernández Pedraza (à l'adresse "Meet Zoraida Hernández Pedraza") (Front Line Defenders), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/en/profile/zoraida-hernandez-pedraza>.

⁵³ Voir, par exemple, Women Human Rights Defenders and the Struggle for Justice in Colombia aux pages 24-25 (ABColombia, Oidhaco, et U.S. Office on Colombia, sept. 2011) (rapportant l'invasion de domicile du 14 avril 2011 à la résidence de Hernández, alors que la famille s'y trouvait), disponible sur https://defendingwomen-defendingrights.org/wp-content/uploads/2014/03/columbia_report2011.pdf ; Colombie : Security concerns facing lawyer for South Bolivar miners, and Garzal, Nueva Esperanza, and Las Pavas communities (Christian Peacemaker Teams, 23 avril 2011) (idem), disponible sur <https://cpt.org/redcap/2011/04/23/colombia-security-concerns-facing-lawyer-south-bolivar-miners-and-garzal-nueva-esperanza> ; Profile, Zoraida Hernández Pedraza (Front Line Defenders) (faisant référence à l'exil), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/en/profile/zoraida-hernandez-pedraza>.

⁵⁴ Voir Profil, Zoraida Hernández Pedraza (Front Line Defenders) (faisant référence à l'exil), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/en/profile/zoraida-hernandez-pedraza>.

En 2014, elle est retournée en Colombie pour poursuivre son travail de défense des droits humains, en représentant notamment les victimes de dépossession foncière.

En 2017 et 2018, Mme Hernández, au nom du CSPP, a exercé en tant que conseillère juridique lors des pourparlers de paix entre le gouvernement colombien, qui était représenté par Juan Manuel Santos, et la guérilla de l'ELN, sur des questions concernant les droits humains, le droit international humanitaire et la participation de la société civile, avec le soutien des ambassades de Suède et de Norvège.

Depuis que Mme Hernández a commencé ce travail, les risques pour elle et sa famille ont augmenté. Des enregistrements de vidéosurveillance ont été volés à son domicile. Elle a été suivie, des photographies ont été prises, ses communications ont été interceptées, sa ligne téléphonique a été coupée, son domicile a été placé sous surveillance permanente et des actes de harcèlement ont été commis contre sa famille.

Dans ce contexte, Mme Hernández a reçu des informations de sources fiables sur de possibles tentatives d'atteinte à sa vie, à son intégrité et à sa liberté, si bien qu'elle a dû s'exiler une nouvelle fois en 2019.

Franklin Castañeda

Franklin Castañeda est avocat et président du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP)⁵⁵. Il est également l'un des deux représentants du mouvement colombien des droits humains à la Commission nationale des garanties en matière de sécurité, un organe créé par l'accord de paix pour mettre fin au conflit entre le gouvernement et les FARC. La Commission est dirigée directement par le Président de la République, avec la participation de trois des ministres colombiens. Ses fonctions consultatives consistent à concevoir des politiques de démantèlement des organisations criminelles qui ont succédé aux paramilitaires, dans le but de produire des garanties en matière de sécurité pour les défenseurs des droits humains, les leaders sociaux et les communautés.

Depuis 2019, M. Castañeda est victime d'une campagne de dénigrement par le biais d'accusations publiques sur les réseaux sociaux de la part de représentants de l'État et de membres du parti politique Centro Democrático, dont l'ancien président Álvaro Uribe Vélez.

Plus précisément, de fausses informations ont été diffusées, selon lesquelles le CSPP aurait soudoyé et manipulé un témoin, Juan Guillermo Monsalve, dans le cadre de l'enquête

⁵⁵ Voir généralement, par exemple, Profil, Franklin Castañeda Villacob (Front Line Defenders), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/case-history-Franklin-Castaneda-Villacob> ; Interview, Franklin Castañeda : Ten Portraits against Torture and Impunity (Organisation mondiale contre la torture (OMCT), 4 déc. 2012), disponible sur <https://www.omct.org/en/resources/events/franklin-castaneda-ten-portraits-against-torture-and-impunity>.

criminelle menée par la Cour suprême de justice de Colombie contre l'ancien président Álvaro Uribe Vélez⁵⁶.

Ces accusations ont donné lieu à une campagne de haine massive sur les réseaux sociaux, qui a encore accru la stigmatisation de M. Castañeda et augmenté les risques pour sa sécurité. La CSPP estime qu'en conséquence, en moins de 10 jours, l'organisation a reçu plus de 140 messages de menaces, la plupart visant M. Castañeda. La CSPP a engagé une action en justice contre l'ancien président Álvaro Uribe et d'autres membres du Congrès pour diffamation et calomnie.

Ces accusations ont également cherché à délégitimer le travail du CSPP aux yeux du public, et à entraver le travail de l'organisation en tant que représentante des victimes dans les procédures pénales contre l'ancien président Álvaro Uribe.

Daniel Prado

Daniel Prado est un avocat indépendant associé à la Commission Justice et Paix (JyP), qui mène des programmes d'accompagnement de victimes et des communautés. La Commission fournit une assistance juridique pour protéger les droits des victimes de violence politique, environnementale et sociale, en utilisant les systèmes juridiques nationaux et internationaux et les initiatives extrajudiciaires de réconciliation⁵⁷.

Depuis le début de son travail en tant qu'avocat et défenseur des droits humains, M. Prado a subi de multiples attaques, notamment des menaces de mort contre lui et sa famille, des tentatives d'attentat, une surveillance illégale et des campagnes de stigmatisation.

En février 2016, le bureau du procureur général a conclu qu'il existait suffisamment de preuves des liens présumés entre Santiago Uribe, le frère du sénateur et ancien président colombien Álvaro Uribe Vélez, et la formation du groupe paramilitaire connu sous le nom de "Los 12 Apóstoles", et a ordonné l'arrestation de Santiago Uribe pour conspiration et homicide aggravé de M. Camilo Barrientos. Depuis, les attaques contre M. Prado, qui représente certaines des victimes de "Los 12 Apóstoles", se sont multipliées. À la fin de 2016, M. Prado et ses enfants ont reçu des appels d'intimidation sur leurs téléphones. En novembre de la même année, il y a eu des filatures et des attaques répétées qui comprenaient des coups de feu tirés sur le bureau de M. Prado à Bogota et une tentative d'attaque consistant à desserrer les

⁵⁶ Voir Worrying reports of public accusations made against Franklin Castañeda [Rapports inquiétants sur les accusations publiques portées contre Franklin Castañeda] (y compris le lien vers la lettre adressée au président colombien Iván Duque, datée du 11 janvier 2020) (Colombian Caravana UK, 13 janvier 2020), disponible à l'adresse <http://www.colombiancaravana.org.uk/worrying-reports-public-accusations-franklin-castaneda/> ; Interview, "Nous avons besoin de garanties pour nos vies et pour mener à bien notre travail" : Franklin Castañeda (Peace Brigades International, 18 nov. 2019), disponible sur <https://pbicolombia.org/2019/11/18/we-need-guarantees-for-our-lives-and-to-carry-out-our-work-franklin-castaneda/> ; cf. Profil, Franklin Castañeda Villacob (Front Line Defenders), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/case-history-Franklin-Castaneda-Villacob> ; Interview, Franklin Castañeda : Dix portraits contre la torture et l'impunité (Organisation mondiale contre la torture (OMCT), 4 déc. 2012), disponible sur <https://www.omct.org/en/resources/events/franklin-castaneda-ten-portraits-against-torture-and-impunity>.

⁵⁷ Voir Commission inter-églises Justice et Paix (Peace Brigades International Colombia), disponible à l'adresse suivante <https://pbicolombia.org/accompanied-organisations/cijp/>

écrous des roues de sa voiture (véhicule qui appartenait à son régime de protection accordé par l'État). À cela se sont ajoutés une agression, plusieurs menaces de mort et une forte campagne de stigmatisation dans laquelle M. Prado a été accusé d'être un "ex-guérillero", un "faussaire", etc. Un certain nombre de ces accusations émanaient de l'ancien président Uribe et de son entourage⁵⁸.

Depuis 2017, M. Prado bénéficie de mesures de précaution accordées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme⁵⁹. Il a reçu le prix Sir Henry Brooke pour les défenseurs des droits de l'homme en 2018, la première année où ce prix a été décerné⁶⁰.

L'Equipo Jurídico Pueblos de Bucaramanga

Equipo Jurídico Pueblos (EJP) est une organisation non gouvernementale colombienne de défense des droits humains spécialisée dans la conservation des territoires, la lutte contre l'impunité des crimes d'État et la libération des prisonniers politiques. Créée en 2007, l'EJP a son siège à Bucaramanga, dans le département de Santander, au nord de la Colombie. Elle agit principalement dans cette région, mais la plupart de ses opérations ont un impact national.⁶¹

EJP est composé de nombreux défenseurs des droits humains et d'éminents avocats. Depuis la déclaration de la Grève Nationale le 28 avril 2021, de nombreux actes d'agression contre les défenseurs des droits humains et les avocats de l'EJP ont été documentés. À l'époque, ces avocats et défenseurs fournissaient une assistance juridique aux manifestants qui participaient à la Grève nationale. Les avocats ont cherché à recueillir des preuves de violences policières illégales en enregistrant, photographiant et filmant les actions de la police. La police

⁵⁸ Voir, par exemple, " Mid-term Report - Review of the implementation of recommendations with respect to the rule of law and the role of human rights defenders accepted by Colombia during the UPR in 2018 " (Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada et Colombian Caravana, sept. 2021), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf> ; Lettre au président colombien Iván Duque re : Situation [de] l'avocat des droits de l'homme Daniel Prado (Lawyers for Lawyers, 8 avril 2020), disponible sur <https://barhumanrights.org.uk/wp-content/uploads/2018/12/President-of-the-Republic-of-Colombia-06.12.2018-1.pdf> ; International trial observation - In states where the law is fragile, the presence of an international trial observer can make the difference : a recent experience at the "12 Apostles" trial in Colombia (Counsel Magazine/Bar of England and Wales, Sept. 2019), disponible à l'adresse <https://www.counselmagazine.co.uk/articles/international-trial-observation> ; Joint letter to Colombian President Iván Duque, dated 5 Dec. 2018, de 11 organisations de protection des avocats re : Daniel Ernesto Prado Albarracín à haut risque en raison de son travail en tant qu'avocat pour un certain nombre de victimes dans l'affaire emblématique de "Los Doce Apóstoles" (12 Apôtres) (Colombian Caravana), disponible sur <http://www.colombiancaravana.org.uk/joint-letter-in-support-of-daniel-prado-lawyer-in-the-12-apostles-case/> .

⁵⁹ Voir, par exemple, la lettre conjointe adressée au président colombien Iván Duque, datée du 6 déc. 2018, par cinq organisations de protection des avocats re : Colombia - Threats against lawyer Daniel Prado Albarracín ; judicial independence (Bar Human Rights Committee of England & Wales) (faisant référence à la décision de nov. 2017 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) accordant des mesures de précaution), disponible sur <https://barhumanrights.org.uk/wp-content/uploads/2018/12/President-of-the-Republic-of-Colombia-06.12.2018-1.pdf>.

⁶⁰ Voir Naomi Barasa and Daniel Prado win first annual Sir Henry Brooke Awards [Naomi Barasa et Daniel Prado remportent les premiers prix annuels Sir Henry Brooke] (Peace Brigades International UK, 14 nov. 2018), disponibles sur <https://peacebrigades.org.uk/news/naomi-barasa-and-daniel-prado-win-first-annual-sir-henry-brooke-award> .

⁶¹ Voir généralement, par exemple, Détention arbitraire, mauvais traitements et possible criminalisation de Johan Sebastian Moreno Castro (à propos de Johan Sebastián Moreno Castro") (Front Line Defenders, 11 mai 2021) (décrivant brièvement l'Equipo Jurídico Pueblo), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/fr/case/arbitrary-detention-ill-treatment-and-possible-criminalization-against-johan-sebastian-moreno>

a insulté, harcelé et menacé les avocats à plusieurs reprises et a tenté de les empêcher de remplir leurs obligations professionnelles. Certains d'entre eux ont même été arrêtés⁶².

Par exemple, **Johan Sebastián Moreno Castro** est un avocat des droits humains d'origine paysanne qui travaille avec l'*Equipo Jurídico Pueblos* depuis 2013⁶³. En mai 2021, il a été victime d'une détention arbitraire et de mauvais traitements de la part des forces de police pendant plus de 10 heures. Cette "arrestation" a eu lieu dans le cadre de manifestations contre les violences policières et contre le projet de réforme fiscale promu par le gouvernement colombien, qui avait suscité une vague de manifestation.

M. Moreno a été arrêté alors qu'il observait et documentait une manifestation et une action connexe de la police, alors qu'il était parfaitement identifié, qu'il portait un gilet et qu'il était muni d'une carte d'identité. Il a été sévèrement battu et saignait lorsque des agents en uniforme l'ont emmené et menotté sur une moto de la police nationale jusqu'au poste de police de Piedecuesta. Plus tard, l'un des avocats des droits humains de l'*Equipo Jurídico Pueblos* est arrivé au poste de police pour interroger M. Moreno et vérifier son état de santé. Cependant, comme le montre la vidéo, les policiers lui ont refusé arbitrairement et illégalement toute assistance juridique et même humanitaire⁶⁴.

L'avocat **Leonardo Jaimes Marín** a également subi plusieurs attaques alors qu'il fournissait une assistance juridique aux manifestants⁶⁵. Le 1^{er} mai 2021, M. Jaimes a été ridiculisé, harcelé et menacé par le commandant Giovanni Parra alors qu'il se trouvait dans le commissariat de San Pio, où il tentait de parler avec quatre jeunes, dont trois mineurs, qui avaient été arrêtés par la police.

M. Jaimes a également été agressé physiquement par au moins 10 membres de la *Fuerza Disponible* le 2 mai 2021, alors qu'il interviewait une jeune femme qui avait été agressée lors de la dispersion d'une manifestation. M. Jaimes a été jeté au sol et traîné par des agents en uniforme qui ont fouillé ses affaires et les ont jetées à côté de lui, tout en lui ordonnant de partir, ignorant son travail de défenseur des droits humains⁶⁶.

⁶² "Grève nationale du 28 avril 2021 : Attaques contre les défenseurs des droits de l'homme" (Equipo Jurídico Pueblos, sept. 2021)

⁶³ Voir Profil, Johan Sebastián Moreno Castro (Front Line Defenders), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/fr/profile/johan-sebastian-moreno-castro>.

⁶⁴ "Grève nationale du 28 avril 2021 : Attaques contre les défenseurs des droits de l'homme" (Equipo Jurídico Pueblos, sept. 2021) ; Colombie : Détention arbitraire de l'avocat Johan Sebastián Moreno Castro et possible criminalisation (Observatoire International des Avocats (OIAD), disponible à l'adresse suivante <https://protect-lawyers.org/en/item/johan-sebastian-moreno-castro-3/> ; Détention arbitraire, mauvais traitements et possible criminalisation de Johan Sebastian Moreno Castro (Front Line Defenders, 11 mai 2021), disponible sur <https://www.frontlinedefenders.org/fr/case/arbitrary-detention-ill-treatment-and-possible-criminalization-against-johan-sebastian-moreno> ; Colombia : Egregious Police Abuses Against Protesters (at "Johan Sebastian Moreno Castro") (Human Rights Watch, 9 juin 2021) (détaillant l'arrestation et les événements connexes des 4-5 mai 2021), disponible sur <https://www.hrw.org/news/2021/06/09/colombia-egregious-police-abuses-against-protesters>.

⁶⁵ Voir généralement, par exemple, Profile, Leonardo Jaimes Marín (Peace Brigades International Colombia, 5 janv. 2017), disponible sur <https://pbicolombia.org/2017/01/05/leonardo-jaimes-marin/> ; Rommel Durán et Leonardo Jaimes Marín (Lawyers for Lawyers), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/en/lawyers/rommel-duran-and-leonardo-jaimes-marin/>.

⁶⁶ "Grève nationale du 28 avril 2021 : Attaques contre les défenseurs des droits de l'homme" (Equipo Jurídico Pueblos, Sept. 2021)

CAJAR

Le [Collectif d'avocats José Alvear Restrepo \(CAJAR\)](#) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif composée d'avocats. Fondée en 1980, elle a été l'une des premières organisations de défense des droits humains en Colombie et a acquis une reconnaissance nationale et internationale. Il dispose d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des États américains (OEA) et des Nations unies⁶⁷.

En raison de l'aide qu'il apporte aux prisonniers politiques et aux opposants au régime, le CAJAR a été la cible de persécutions, notamment d'une opération de surveillance massive du Département administratif de sécurité (DAS) colombien, qui a mis illégalement sur écoute certains de ses membres entre 2003 et 2005 et entre 2019 et 2020⁶⁸.

Malgré ces menaces, les avocats membres du collectif CAJAR continuent de se battre pour améliorer l'administration de la justice en Colombie. Parmi eux, Reinaldo Villalba, éminent avocat et militant des droits humains colombien (dont il a été question plus haut), est actuellement président du CAJAR.

En raison des attaques subies par les membres du CAJAR, le 8 juillet 2020, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a saisi la Cour interaméricaine des droits de l'homme du cas du CAJAR, demandant à la Cour de conclure et de déclarer la responsabilité internationale de l'État colombien en ce qui concerne les actes de violence, les menaces et le harcèlement commis contre cette organisation depuis les années 1990, notamment en matière de surveillance illégale⁶⁹.

Les menaces et les actes d'intimidation à l'encontre du CAJAR se poursuivent. En février 2021, Sebastián Escobar Uribe, un membre du CAJAR qui représente les victimes d'exécutions extrajudiciaires et d'autres crimes devant la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), a reçu des menaces de mort⁷⁰.

⁶⁷ Voir généralement CAJAR - Le collectif d'avocats José Alvear Restrepo (Peace Brigades International Colombia), disponible à l'adresse <https://pbicolombia.org/accompanied-organisations/ccajar/>.

⁶⁸ "Las Carpetas Secretas" [Les dossiers secrets] (*Semana*, 5 janv. 2020), disponible sur <https://www.semana.com/nacion/articulo/espionaje-del-ejercito-nacional-las-carpetas-secretas-investigacion-semana/667616>. The Colombian Caravana, Lawyers' Rights Watch Canada et Lawyers for Lawyers, ainsi que d'autres organisations, ont condamné l'opération de surveillance illégale dans une lettre conjointe adressée au président colombien Ivan Duque, le 23 juillet 2020. Voir Lettre conjointe sur l'espionnage illégal présumé contre des avocats colombiens (y compris le lien vers la lettre conjointe du 23 juillet 2020) (Lawyers for Lawyers, 27 juillet 2020), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/en/joint-letter-on-the-alleged-illegal-espionage-against-colombian-lawyers/>.

⁶⁹ [IACHR refers case on Colombia to the Inter-American Court](#) [La CIDH renvoie le cas de la Colombie à la Cour interaméricaine], communiqué de presse n° 312/20 (Commission interaméricaine des droits de l'homme, 28 déc. 2020) ; lettre de soumission disponible sur https://www.oas.org/es/cidh/decisiones/corte/2020/CO_12.380_NdeREs.PDF.

⁷⁰ Voir <https://www.omct.org/es/recursos/llamamientos-urgentes/colombia-amenazas-de-muerte-contra-el-abogado-sebasti%C3%A1n-felipe-escobar-uribe>

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP)

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) est la plus ancienne organisation de défense des droits humains en Colombie, fondée en 1973 par l'écrivain Gabriel García Márquez, dans un contexte de torture généralisée et d'autres violations graves des droits humains⁷¹. En décembre 2020, le CSPP a reçu le prix national pour la défense des droits humains dans la catégorie ONG, collectif ou ONG d'accompagnement, décerné par Diakonia Suède, l'Église suédoise et l'ambassade de Suède.

Le CSPP est une organisation nationale, avec des antennes dans six départements de Colombie : Antioquia, Atlántico, Cundinamarca, Santander, Tolima et Valle del Cauca. Il dispose en outre de deux équipes de soutien dans les départements d'Arauca et de Cauca.

Le CSPP est composé de défenseurs des droits humains et d'avocats qui défendent les personnes privées de liberté pour des raisons politiques, ou qui représentent les victimes de crimes d'État dans leur quête de vérité, de justice et de réparations intégrales. Le CSPP représente également les victimes de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et d'autres violations graves des droits humains devant le système interaméricain des droits de l'homme et le système universel des droits de l'homme. En outre, le CSPP plaide en tant qu'organisation de la société civile devant la Cour pénale internationale et enquête sur les crimes contre l'humanité commis en Colombie.

Le CSPP est l'une des organisations qui agit devant la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) en représentant les victimes d'exécutions extrajudiciaires. Le CSPP a présenté des rapports au JEP, fournissant des preuves importantes de la responsabilité des Brigades militaires dans la commission d'exécutions extrajudiciaires.

Compte tenu de l'impact de son action, plusieurs avocats et membres du CSPP ont été assassinés, menacés, détenus, disparus, déplacés et ont été victimes de tentatives d'atteinte à leur vie. Cela signifie également que certains avocats ont été contraints à l'exil, comme l'avocate et défenseuse des droits humains **Zoraida Hernández Pedraza** (voir ci-dessus).

Le CSPP évolue actuellement dans une atmosphère d'intimidation permanente, étant la cible d'une campagne de dénigrement menée par les dirigeants du parti politique au pouvoir. De nombreux actes d'intimidation ont été commis à l'encontre de Franklin Castañeda Villacob, avocat et président du CSPP.

DhColombia

DhColombia est une organisation de la société civile colombienne à but non lucratif qui se concentre sur la défense des droits humains par le biais de litiges stratégiques, de recherches,

⁷¹ Voir généralement le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (Peace Brigades International Colombia), disponible à l'adresse <https://pbicolombia.org/accompanied-organisations/fcspp/>.

de communiqué et de commémorations⁷². En tant qu'équipe de travail, dhColombia mène des activités de dénonciation depuis 2003. Elle a formé une équipe gérant des litiges (représentation des victimes et défense pénale) devant les instances judiciaires colombiennes et les systèmes internationaux de protection des droits humains. En outre, dhColombia fournit des conseils aux collectifs et aux familles dans d'autres pays de la région. Il collabore également avec des organisations régionales et spécialisées dans le domaine des droits humains dans différentes régions et apporte son soutien à des avocats de la défense indépendants.

Les cas traités par dhColombia pour les victimes comprennent ceux qui impliquent de graves violations des droits humains (disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, torture, mutilations, dépossession de terres, destruction de communautés par des mégaprojets, persécution d'organisations syndicales, attaques contre des leaders de l'opposition et des leaders sociaux et paysans, et tolérance par l'État de la violence contre les femmes, entre autres), commises par des agents de l'État. La plupart de ces violations ont été perpétrées par des membres des forces de sécurité de l'État (armée nationale, police nationale, département administratif de sécurité - DAS, et agences de renseignement). Par conséquent, dhColombia a concentré ses efforts sur la poursuite pénale d'officiers et de directeurs de haut rang, en traduisant en justice ou en favorisant les enquêtes contre plus de 15 généraux, 25 colonels, huit directeurs de police secrète et d'agences de renseignement, et plus de 60 membres de ces forces.

Depuis 2005, et particulièrement entre 2008 et 2010, il y a eu de nombreux actes de persécution contre les professionnels du droit qui font partie de l'équipe de travail de dhColombia. Ils ont mené ou fait avancer des affaires pénales et internationales et des plaidoyers auprès de la communauté internationale et des médias. Ces actes ont conduit à l'exil de familles d'avocats, à des attaques contre des familles d'avocats, à la stigmatisation, ainsi qu'à des attaques et des persécutions contre des personnes qui pratiquent le contentieux au sein de l'organisation.

Depuis 2020, l'avocate **María Alejandra Garzón Mora** est victime d'attaques et d'actes de persécution pour son travail de représentation des victimes d'homicides, de blessures et d'abus commis par des membres de la police nationale dans le cadre des manifestations (manifestations du 9 septembre 2020, grève nationale d'avril 2021 et cas passés) et d'accompagnement d'organisations sociales qui exercent leurs droits de manifester et de mémoire⁷³. Sa résidence a fait l'objet de surveillance et de destruction de caméras de sécurité,

⁷² Voir généralement dhColombia - Associated Network of Human Rights (Peace Brigades International Colombia), disponible à l'adresse suivante <https://pbicolombia.org/dhcolombia/>

⁷³ Pour des exemples représentatifs du travail de Mme Garzón visant à éduquer et à conseiller les membres du public sur leurs droits en relation avec les manifestations de septembre 2020, voir, par ex, "Hablan víctimas de las protestas del 9 y 10 de septiembre en Bogotá" [Les victimes des manifestations des 9 et 10 septembre à Bogota parlent] (WRadio, 9 mars 2021) (à l'occasion de l'anniversaire des six mois des manifestations de septembre 2020, citant Mme. Garzón discutant de la représentation par dhColombia des victimes de violences policières pendant les manifestations, déclarant que "les familles des victimes sont menacées et persécutées" pour avoir demandé des comptes et la justice, et déclarant en outre que dhColombia a déposé une plainte auprès du bureau du procureur général au titre de la "défense des droits de l'homme en

elle a été persécutée dans la rue par des agents en civil, ses communications ont été interceptées et elle a subi des intimidations et des menaces lors de manifestations publiques.

Depuis 2019, l'avocat **Germán Romero Sánchez** est la cible d'attaques répétées, allant du vol d'informations et de matériel informatique au contrôle et à la surveillance de ses activités professionnelles et de sa vie personnelle, en passant par des menaces de mort et des attaques contre son intégrité physique. Les membres de sa famille ont également été menacés. Ces actes de persécution sont directement liés à son activité d'avocat dans des affaires où des officiers de haut rang de l'armée nationale sont poursuivis en justice ordinaire et transitionnelle. Les attaques ont eu lieu dans le cadre d'audiences, de dépôt de plaintes, d'action et de recours en justice. À la mi-2021, M. Romero a été contraint de s'exiler temporairement en raison de la persistance des actes de persécution et du risque élevé d'attaques contre lui-même et sa famille⁷⁴.

Colombie"), disponible sur <https://www.wradio.com.co/noticias/bogota/hablan-victimas-de-las-protestas-del-9-y-10-de-septiembre-en-bogota/20210309/nota/4115672.aspx> ; "Impunidad para la fuerza pública y criminalización de la protesta social" [Impunité pour les forces de sécurité et criminalisation de la protestation sociale] (avec Mme Garzón dans le podcast Para Avanzar/Move Forward) (vidéo) (Democracia en Riesgo/Democracy at Risk, 29 sept. 2021), disponible sur <https://democraciaenriesgo.com/> ; "Estos son los caminos legales que tienen las víctimas de las manifestaciones" [Ce sont les voies légales dont disposent les victimes des manifestations](El Espectador, 15 sept. 2020) (citant Mme Garzón sur les droits légaux et les recours pour les victimes des manifestations de septembre 2020 et leurs familles), disponible sur <https://www.elespectador.com/bogota/estos-son-los-caminos-legales-que-tienen-las-victimas-de-las-manifestaciones-article/>.

⁷⁴ Voir, par exemple , " Mid-term Report - Review of the implementation of recommendations with respect to the rule of law and the role of human rights defenders accepted by Colombia during the UPR in 2018 " (Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada et Colombian Caravana, sept. 2021), disponible sur <https://lawyersforlawyers.org/wp-content/uploads/2021/09/Midterm-report-Colombia-L4L-LRWC-Caravana-sept-2021.pdf> ; " Demand Protection for Atty. Germán Romero Sánchez " (Colombia Support Network, 8 oct. 2019), disponible à l'adresse <https://colombiasupport.net/2019/10/demand-protection-for-atty-german-romero-sanchez/> ; Lettre conjointe sur les menaces contre Germán Romero Sánchez (y compris un lien vers la lettre conjointe (en espagnol seulement) adressée au président colombien Iván Duque, datée du 30 octobre 2019, provenant, entre autres, de Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada, Colombian Caravana et de l'Observatoire international des avocats en danger (OIAD)). (Lawyers for Lawyers, 6 nov. 2019), disponible à l'adresse <https://lawyersforlawyers.org/en/joint-letter-on-threats-against-german-romero-sanchez/> ; "Colombia : Germán Romero Sánchez en danger pour son travail d'avocat des victimes de violations des droits de l'homme " (lettre conjointe signée, entre autres, par l'Observatoire international des avocats en danger (OIAD), Lawyers for Lawyers, Lawyers' Rights Watch Canada et Colombian Caravana) (Lawyers' Rights Watch Canada, 22 oct. 2019), disponible sur <https://www.lrwc.org/colombia-german-romero-sanchez-at-risk-for-his-work-as-a-lawyer-for-victims-of-human-rights-violations-letter/> ; Lettre conjointe sur l'espionnage illégal présumé contre des avocats colombiens (y compris le lien vers la lettre conjointe du 23 juillet 2020, de Colombian Caravana et Lawyers for Lawyers, ainsi que de neuf organisations de défense des droits de l'homme) (Lawyers for Lawyers, 27 juillet 2020), disponible à l'adresse <https://lawyersforlawyers.org/en/joint-letter-on-the-alleged-illegal-espionage-against-colombian-lawyers/> .

Corporation Collectif d'avocats Luis Carlos Pérez (CCALCP)

La [Corporation Collectif d'avocats Luis Carlos Pérez](#) (CCALCP) est un groupe d'avocates, spécialisé dans la défense des droits humains, notamment dans les affaires environnementales. Basée à Bucaramanga, la CCALCP a acquis une reconnaissance nationale et internationale pour son travail de représentation des petits exploitants agricoles et des communautés autochtones touchés par le conflit armé⁷⁵.

Les avocats de la CCALCP assument des risques énormes pour leur travail de lutte contre les compagnies minières qui cherchent à extraire des ressources dans la région, souvent au détriment de l'environnement. Comme l'a évoqué la directrice de la corporation, **Julia Figueroa** : *" avec la question environnementale, défendre l'eau, c'est aller à l'encontre des contrats de plusieurs millions de dollars qui ont été signés entre l'État et les entreprises "*. À cet égard, la CCALCP a pris en charge la défense de cas très médiatisés, ce qui a placé les avocats de la CCALCP dans une situation à haut risque.

Un cas notable dans les dossiers du groupe est celui du páramo de Santurbán. Le páramo - un écosystème de zones humides gelées de haute altitude possédant une énorme biodiversité et fournissant de l'eau à près de 2 millions de personnes - est menacé par des multinationales qui cherchent à exploiter ses ressources minières. La CCALCP a réussi à obtenir une décision de la Cour constitutionnelle colombienne reconnaissant le droit à la participation environnementale de la communauté concernée⁷⁶.

En raison des menaces reçues, les avocates de la CCALCP doivent mettre en place des mesures de sécurité pour protéger leur intégrité physique et leur travail⁷⁷. Par exemple, l'avocate Julia Figueroa a été contrainte de se déplacer avec deux gardes du corps et dans une voiture blindée pour garantir sa sécurité, sacrifiant ainsi sa vie privée et sa liberté.

⁷⁵ Voir généralement la Corporation Collectif d'Avocats Luis Carlos Pérez (CCALCP) (Peace Brigades International Colombia), disponible sur <https://pbicolombia.org/accompanied-organisations/ccalcp/> ; About us : Corporación Colectivo de Abogados Luis Carlos Pérez (CCALCP), disponible sur <https://www.ccalcp.org/about-us/about-us> ; The Luis Carlos Perez Lawyers Collective (Colombian Caravana), disponible sur <http://www.colombiancaravana.org.uk/overview-of-threats-to-human-rights-lawyers/the-luis-carlos-perez-lawyers-collective/>.

⁷⁶ Voir "They can't silence us": the female lawyers defending Colombia's environment (The Guardian, 2 déc. 2021), disponible sur <https://www.theguardian.com/environment/2021/dec/02/courage-colombia-female-human-rights-defenders-aoe>.

⁷⁷ Voir "They can't silence us": the female lawyers defending Colombia's environment (The Guardian, 2 déc. 2021), disponible sur <https://www.theguardian.com/environment/2021/dec/02/courage-colombia-female-human-rights-defenders-aoe>.

5. DEMANDES ET RECOMMANDATIONS

Compte tenu de la situation de risque grave à laquelle les avocats colombiens spécialisés dans les droits humains continuent d'être confrontés, les organisations co-signataires formulent les **demandes et recommandations** suivantes :

1. L'État colombien doit se conformer aux Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau, adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenu à La Havane (Cuba) du 27 août au 7 septembre 1990⁷⁸.
2. L'État colombien doit réagir de toute urgence aux nombreuses attaques dont sont victimes les avocats spécialisés dans les droits humains et garantir l'exercice libre et indépendant de leur profession, conformément aux principes 16 et 18 des Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau.

(Principe 16) " Les pouvoirs publics veillent à ce que les avocats a) puissent s'acquitter de toutes leurs fonctions professionnelles sans entrave, intimidation, harcèlement ni ingérence indue; b) puissent voyager et consulter leurs clients librement, dans le pays comme à l'étranger; et c) ne fassent pas l'objet, ni ne soient menacés de poursuites ou de sanctions économiques ou autres pour toutes mesures prises conformément à leurs obligations et normes professionnelles reconnues et à leur déontologie. "

(Principe 18) " Les avocats ne doivent pas être assimilés à leurs clients ou à la cause de leurs clients du fait de l'exercice de leurs fonctions. "

3. L'État colombien doit de toute urgence protéger la vie des avocats colombiens et doit adopter des mesures adéquates pour garantir leur sécurité et leur liberté, conformément au principe 17 des Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau, en particulier dans les zones rurales où les risques pour ceux qui défendent les droits humains augmentent.

(Principe 17) "Lorsque la sécurité des avocats est menacée dans l'exercice de leurs fonctions, ils doivent être protégés comme il convient par les autorités. "

4. L'État colombien doit mener des enquêtes impartiales, indépendantes et efficaces sur les crimes commis contre les avocats spécialisés dans les droits humains et, le cas échéant, engager des poursuites contre leurs auteurs, afin de mettre fin à la stigmatisation des avocats colombiens impliqués dans des affaires sensibles relatives aux droits humains.

⁷⁸ Voir les Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau, disponibles à l'adresse <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/roleoflawyers.aspx>

5. L'État colombien doit lutter contre la stigmatisation des avocats colombiens impliqués dans des affaires sensibles de droits humains, conformément aux principes 18 et 23 des Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau.

(Principe 18) "Les avocats ne doivent pas être assimilés à leurs clients ou à la cause de leurs clients du fait de l'exercice de leurs fonctions".

(Principe 23) " Les avocats, comme tous les autres citoyens, doivent jouir de la liberté d'expression, de croyance, d'association et de réunion. En particulier, ils ont le droit de prendre part à des discussions publiques portant sur le droit, l'administration de la justice et la promotion et la protection des droits de l'homme et d'adhérer à des organisations locales, nationales ou internationales, ou d'en constituer, et d'assister à leurs réunions sans subir de restrictions professionnelles du fait de leurs actes légitimes ou de leur adhésion à une organisation légitime. Dans l'exercice de ces droits, des avocats doivent avoir une conduite conforme à la loi et aux normes reconnues et à la déontologie de la profession d'avocat. "

6. L'État colombien doit considérer la création d'une institution professionnelle autonome et réglementée pour promouvoir et protéger l'indépendance des avocats et représenter les intérêts de la profession juridique en Colombie.
7. L'Union européenne et ses États membres, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, sont invités à profiter de leurs relations avec la Colombie pour renforcer la protection des avocats et des défenseurs des droits humains, conformément aux obligations internationales de la Colombie.
8. Il est demandé aux Nations Unies et aux autres institutions internationales - y compris, en particulier, au Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats et au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme - de continuer à se concentrer sur la situation des avocats spécialisés dans les droits de l'homme en Colombie et de faire pression sur le pays pour qu'il respecte les Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau et toutes les normes juridiques applicables.
9. Les associations d'avocats et les barreaux du monde entier sont invités à suivre de près et à rendre compte de la situation des avocats spécialisés dans les droits humains en Colombie, notamment en prévision du prochain examen périodique universel du pays, prévu en 2023.
10. Les journalistes et les médias internationaux sont encouragés à enquêter et à rendre compte de la situation des avocats des droits humains en Colombie, à faire pression sur l'État colombien et à attirer l'attention du public dans le monde entier sur le rôle vital que jouent les avocats des droits humains et les risques graves auxquels ils sont exposés.



INTERNATIONAL
OBSERVATORY
FOR LAWYERS

Foundation Day of the Endangered Lawyer

OIAD - International Observatory for
Lawyers in Danger



European Criminal Bar Association

Paris Bar Association



INTERNATIONAL ASSOCIATION
OF YOUNG LAWYERS

CCBE - Council of Bars and
Law Societies of Europe

Institut des Droits de
l'Homme du barreau de
Bruxelles

AIJA – International
Association of Young Lawyers



Ordine degli Avvocati di
Venezia

International Association
of People's Lawyers

European Bars Federation



Lawyers for Lawyers



Law Society of Ontario



Avocats sans Frontières (France)



European Association of Lawyers for Democracy & Human Rights



ODAGE - Geneva Bar Association



Judicial Reform Foundation



European Democratic Lawyers



DSF AS



Fundación Abogacía Española



Lawyers' Rights Watch Canada



UIA – Institute for the Rule of Law of the
International Association of Lawyers



Czech Bar Association



Consiglio Nazionale Forense

DJS JDS GDS

Demokratische Jurist*innen der Schweiz
Juristes Démocrates de Suisse
Giurist* Democratiche*i della Svizzera
Giurist*a*s democratic*a*s da la Svizra

DJS-JDS-GDS - Swiss Democratic Lawyers



CNB - Conseil National des Barreaux



Institut des droits de l'Homme des Avocats
européens



Institut des droits de l'homme du barreau de
Paris (IDHBP)



The New York City Bar Association



INTERNATIONAL
OBSERVATORY
FOR LAWYERS



Endangered Lawyers
Avvocati Minacciati



Unione delle Camere Penali Italiane